

même chose. Dans quelle mesure cette pollution a-t-elle nui aux ressources piscicoles de la côte de l'Atlantique?

**L'hon. Jack Davis (ministre des Pêches et des Forêts):** Monsieur l'Orateur, je ne crois pas que les troupeaux aient souffert de la fuite de pétrole provenant de l'Arrow, mais en ce qui concerne les autres secteurs de la pêche, et plus particulièrement en Nouvelle-Écosse, on nous a déjà signalé des dommages.

**M. Walter C. Carter (Saint-Jean-Ouest):** Une question complémentaire, monsieur l'Orateur. Le ministre a-t-il reçu des demandes de la part des capitaines et des membres d'équipage des phoquiers, en vue d'avancer la date de la chasse pour leur permettre de chasser les troupeaux de phoques qu'on peut trouver maintenant dans la région du Front.

**L'hon. M. Davis:** Je n'en sais rien, monsieur l'Orateur. J'ai reçu une demande d'un député d'en face, qui réside à Terre-Neuve, et ma réponse à sa demande d'avancer la date a été un non bien senti.

**M. McGrath:** Une question supplémentaire, monsieur l'Orateur. Le ministre peut-il dire à la Chambre quelle est l'ampleur des dégâts causés aux pêcheries au large des côtes de la Nouvelle-Écosse et qui sera responsable du manque à gagner subi par les pêcheurs?

**L'hon. M. Davis:** Monsieur l'Orateur, le ministère des Pêches et des Forêts a, dans la région, des fonctionnaires qui s'efforcent de déterminer l'ampleur des dégâts. Nous allons les évaluer et nous présenterons l'addition à qui de droit. En d'autres termes, nous allons appuyer les demandes d'indemnité des pêcheurs.

**M. Carter:** Une question supplémentaire, monsieur l'Orateur. Le ministre ne va-t-il pas se rendre par avion sur les bancs de glace pour apprendre de la bouche même des chasseurs quels effets ce règlement idiot et stupide a sur la chasse aux phoques?

## LES RESSOURCES NATURELLES

### L'ÉTATISATION DE CERTAINES INDUSTRIES

**M. J. Edward Broadbent (Oshawa-Whitby):** Monsieur l'Orateur, puis-je poser une question au ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources? Étant donné l'importance extrême que revêt l'industrie des ressources pour l'avenir du Canada, s'il doit être un pays viable et économiquement indépendant, le ministre pourrait-il assurer à la Chambre qu'en étudiant le problème de la propriété étrangère le gouvernement songera très sérieusement à recourir à la propriété d'État dans ce secteur?

[M. McGrath.]

**M. l'Orateur:** A l'ordre, s'il vous plaît. Le député fait une recommandation et une demande d'ordre général au gouvernement, et il doit supposer qu'elles seront prises en considération.

**M. Broadbent:** Monsieur l'Orateur, j'invoque le Règlement. Avec tout le respect que je vous dois, je ne présentais pas d'instances, mais je demandais au ministre si le gouvernement a songé à recourir à la propriété d'État dans le domaine des ressources?

**M. l'Orateur:** A l'ordre, s'il vous plaît. Je dois interpréter la question du député comme une remarque.

## LES FINANCES

### L'ADOPTION DE MESURES SUSCEPTIBLES DE FAIRE BAISSER LES TAUX D'INTÉRÊT

**L'hon. Robert L. Stanfield (chef de l'opposition):** Monsieur l'Orateur, j'aurais une question pour le ministre des Finances. A mon avis, elle est très importante. Comme les autorités américaines s'apprentent clairement à adopter des politiques pour abaisser les taux d'intérêt, le gouvernement du Canada entend-il adopter une politique susceptible de réduire les taux d'intérêt au Canada?

**L'hon. E. J. Benson (ministre des Finances):** D'après l'usage, monsieur l'Orateur, c'est le gouverneur de la Banque du Canada qui fait des déclarations sur la politique monétaire.

**L'hon. M. Stanfield:** Une question supplémentaire, monsieur l'Orateur. Je ne suis pas sans savoir que les déclarations de ce genre sont habituellement faites par le gouverneur de la Banque du Canada; cependant, je demande au ministre si lui, en sa qualité de ministre des Finances, il a l'intention d'adopter, vraisemblablement de concert avec la Banque du Canada, une politique comparable à celle que les États-Unis viennent d'annoncer?

**L'hon. M. Benson:** Monsieur l'Orateur, mon honorable ami devra préciser de quelles politiques américaines il parle. Même si le ministre des Finances a le pouvoir de dicter au gouverneur de la Banque du Canada la politique monétaire à suivre, le gouvernement ne l'a pas exercé. Nous ne l'avons jamais jugé nécessaire, parce que nous avons toujours accepté sa politique.

**L'hon. M. Stanfield:** Une question supplémentaire, monsieur l'Orateur. Dois-je en conclure que le ministre des Finances est fort heureux de voir que les taux d'intérêt demeurent élevés au Canada?